

MESSAGER DE TAHITI

Journal Officiel des Etablissements français de l'Océanie,

PARAISANT TOUS LES SAMEDIS A 3 HEURES DU SOIR.

TAHITI 16. — N° 23.

TE VEA NO TAHITI.

Mahana 9 no Iunio 1866.

PREX DE L'ABONNEMENT (payable d'avance):
 En France 12 fr. par an
 En Europe 15 fr. par an
 En Algérie 15 fr. par an
 En Indes 15 fr. par an
 En Chine 15 fr. par an
 En Japon 15 fr. par an
 En Australie 15 fr. par an
 En Amérique 15 fr. par an
 En Océanie 15 fr. par an

Pour les Abonnés en France et en Europe:
 Au Bureau de la Poste,
 Imprimerie du Gouvernement.

PREX DES ANNONCES (au comptant):
 Les 5 premières lignes 25 fr. la ligne
 Les 6 à 10 lignes 20 fr. la ligne
 Les 11 à 15 lignes 15 fr. la ligne
 Les 16 à 20 lignes 10 fr. la ligne
 Les 21 à 25 lignes 7 fr. la ligne
 Les 26 à 30 lignes 5 fr. la ligne
 Les 31 à 35 lignes 4 fr. la ligne
 Les 36 à 40 lignes 3 fr. la ligne
 Les 41 à 45 lignes 2 fr. la ligne
 Les 46 à 50 lignes 1 fr. la ligne
 Les 51 à 55 lignes 1 fr. la ligne
 Les 56 à 60 lignes 1 fr. la ligne
 Les 61 à 65 lignes 1 fr. la ligne
 Les 66 à 70 lignes 1 fr. la ligne
 Les 71 à 75 lignes 1 fr. la ligne
 Les 76 à 80 lignes 1 fr. la ligne
 Les 81 à 85 lignes 1 fr. la ligne
 Les 86 à 90 lignes 1 fr. la ligne
 Les 91 à 95 lignes 1 fr. la ligne
 Les 96 à 100 lignes 1 fr. la ligne

SOMMAIRE.

PARTIE OFFICIELLE. — **ANNAIRES:** Contrats à l'Ordonnateur les Fonctions attribuées au Directeur de l'Intérieur par l'Ordonnance modifiée du 27 août 1828 sur le gouvernement de la Guyane Française. — Dissolution le composition du Conseil de gouvernement et d'administration. — Nominations.
PARTIE NON OFFICIELLE. — Procès-verbaux de l'Assemblée législative tahitienne (séance du 4 avril). — Avis administratifs. — Les Indigènes de la Grande-Ile. — Impôts indigènes. — Mouvement commercial. — Mouvements du port — Annonces.

Le Commandant Commissaire Impérial

ORDONNÉ:
 M. Bonet, lieutenant de vaisseau, remplira près de nous, à compter de ce jour, les fonctions attribuées au Commissaire Impérial.
 Cet officier embarquera, à compter de la même date, sur le transport *Euryale*.
 Le présent ordre sera enregistré partout où en sera besoin.
 Papeete, le 1^{er} juin 1866.
 De SA LA RONCIÈRE.

PARTIE OFFICIELLE.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire Impérial aux Iles de la Société,

Vu le décret impérial en date du 26 septembre 1855, ensemble les instructions ministérielles du 13 avril 1856;
 Vu la dépêche du 26 juin 1860, portant envoi d'une instruction ministérielle pour l'application aux Etablissements français de l'Océanie de l'ordonnance royale modifiée du 27 août 1828, sur le gouvernement de la Guyane Française;
 Vu les modifications apportées aux articles 2, 89 et 117 de ladite ordonnance;
 Vu la dépêche du 6 mars 1866, n° 41, rappelant les dispositions susvisées;
 Vu la dépêche du 15 janvier 1866, annonçant la réduction de la subvention métropolitaine et prescrivant d'apporter dans les divers services les économies que réclame cet amoindrissement des ressources locales;

Considérant que l'Ordonnateur, placé à la tête d'une administration organisée, peut trouver dans le personnel dont il dispose les moyens de gérer plus économiquement les affaires intérieures de la colonie en ce qui concerne les résidents dont les intérêts touchent par tous les points aux divers services dont il est déjà chargé;

ANNAIRES.

Art. 1^{er}. L'Ordonnateur exercera dans les Etablissements les fonctions attribuées au Directeur de l'Intérieur par l'Ordonnance modifiée du 27 août 1828 sur le gouvernement de la Guyane Française.

Toutefois les affaires indigènes seront administrées, sous nos ordres directs, par l'officier chargé du service de la Majorité.

Art. 2. Sont et demeurent abrogés les arrêtés des 4 novembre, 14 décembre 1862 et 18 avril 1864.

Art. 3. L'Ordonnateur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Messenger* et inséré au *Bulletin officiel* des Etablissements.

Papeete, le 1^{er} juin 1866.
 De SA LA RONCIÈRE.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire Impérial aux Iles de la Société,

Vu l'arrêté de ce jour relatif à l'Ordonnateur les fonctions attribuées au Directeur de l'Intérieur par l'Ordonnance du 27 août 1828, et réservant à l'officier chargé du service de la Majorité la direction des affaires indigènes;

Attendu la nécessité de régler à nouveau la composition du Conseil de gouvernement et d'administration, déterminée par l'arrêté du 30 décembre 1860, et modifiée par l'arrêté du 4 novembre 1862;

Considérant le développement des intérêts locaux, et voulant donner aux habitants de la colonie plus de facilités pour faire connaître les besoins du pays et exprimer ses vœux dans un Conseil appelé à décider nos décisions;

Vu l'article 143 et suivants de l'Ordonnance du 27 août 1828 concernant le gouvernement de la Guyane Française, modifiée par l'Instruction ministérielle du 26 juin 1860 pour son application aux Etablissements français de l'Océanie;

Sur la proposition de l'Ordonnateur,

Avec ARRÊTÉ et ANNAIRES:

Art. 1^{er}. Le Conseil de gouvernement et d'administration se composera, sous notre présidence, de

- L'Ordonnateur,
- Le Directeur des affaires indigènes,
- Le Directeur d'artillerie,
- Le Directeur de santé,
- Le Chef du service des aulés.

Art. 2. Le Conseil s'ajoudera trois habitants notables, appelés à siéger chaque fois qu'il s'agira d'affaires ayant rapport aux intérêts locaux.

Art. 3. Deux habitants notables seront nommés par nous pour remplir les fonctions de membres suppléants du Conseil d'administration.

Art. 4. L'Ordonnateur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où en sera besoin, publié au *Messenger* et inséré au *Bulletin officiel* de la colonie.

Papeete, le 1^{er} juin 1866.
 De SA LA RONCIÈRE.

Par le Commandant Commissaire Impérial:
 L'Ordonnateur,
 T. NURY.

Par décision en date du 27 mai 1866, M. Poitevin, enseigne de vaisseau, est nommé juge au 1^{er} conseil de guerre permanent, en remplacement de M. Lasserquin, devant rentrer en France.

Par décision en date du 28 mai 1866, M. Parrayon, lieutenant de vaisseau, est nommé commissaire impérial près le 1^{er} conseil de guerre permanent, en remplacement de M. Fournier L'Étang, sous-commissaire de la marine, nommé rapporteur près le même conseil.

Par décision en date du 28 mai 1866, M. Fournier L'Étang, sous-commissaire de la marine, commissaire impérial près le 1^{er} conseil de guerre, est nommé rapporteur près le même conseil, en remplacement de M. Pasteur, capitaine d'infanterie de marine, détaché au fort de Taravou.

Par décision en date du 28 mai 1866, le sieur Bernier, sergent d'infanterie de marine, est nommé juge au 1^{er} conseil de guerre permanent.

PARTIE NON OFFICIELLE.

ASSEMBLÉE LEGISLATIVE DE 1866.

Séance du 4 avril.

PRÉSIDENCE D'ARHAPAITA.

A une heure, la séance est ouverte.
 TERRAHITI. — Je demande la parole.
 LE PRÉSIDENT. — Paris.

TERRAHITI. — Je propose à l'Assemblée de décider que tous les jugements de terres rendus jusqu'à ce jour par la Cour des Tohitou, et contre lesquels il n'y a pas eu pourvoi en cassation, soient considérés comme définitifs. Je propose également de voter que toutes les inscriptions de terres faites jusqu'à ce jour soient considérées comme titres définitifs de propriété.
 LE PRÉSIDENT. — Je soumetts à l'Assemblée la proposition du député Terrahiti.

TAFUATAA. — J'appuis cette proposition. Si l'on ne fait pas cela, il y aura continuellement du trouble et des difficultés.
 Terrahiti parle dans le même sens.

ARU. — Je partage aussi cet avis. Que les jugements soient définitifs entre les parties, c'est-à-dire que celui qui a perdu n'ait plus le droit de réclamer de nouveau; mais il me semble qu'on doit toujours admettre la tierce opposition.

OTOMAI. — Est-ce que le député qui vient de parler voudrait supprimer définitivement le pourvoi en cassation? S'il en était ainsi, le système de législation que nous avons adopté serait atteint. Je désire qu'on ait toujours le droit d'appeler en cassation S. M. la Reine et au Commissaire Impérial.

LE DÉLÉGUÉ DU GOUVERNEMENT. — Avant d'aller plus loin, je crois utile de donner à l'Assemblée quelques explications qui lui permettent d'apprécier la portée de la proposition que vient de faire le député Terrahiti.

En ce qui concerne la première partie de cette proposition, je dois vous faire remarquer que la loi habituelle du 30 novembre 1855, qui en son article 38 a ouvert le recours en cassation contre les arrêts de la Cour des Tohitou, n'a point fixé le délai pendant lequel ce recours pourrait s'exercer; de telle sorte que jusqu'au 22 mars 1865, époque à laquelle une ordonnance de S. M. la Reine et du Commissaire Impérial a combié cette lacune de la loi, il était facultatif aux parties de se pourvoir en cassation contre un arrêt rendu de longtemps antérieurement. De la impossibilité de tenir pour définitif un arrêt des Tohitou, et, conséquemment, absence complète de sécurité dans la propriété établie par jugement de cette Cour. L'usage pratiqué d'ailleurs par les indigènes de demander à un Commissaire Impérial la révision de tous les jugements rendus sous l'administration de son prédécesseur a motivé l'Ordonnance dont j'ai parlé et qui est venue mettre un terme à ce regrettable état de choses.

En ce qui est relatif à la deuxième partie de la proposition, c'est-à-dire aux enregistrements des terres, il est évident qu'il devient complètement inutile d'avoir une inscription ou un fœtus et la propriété qui elle consiste peut être sans cesse mise et remise en discussion. Cette considération toute naturelle a donné lieu à l'Ordonnance du 22 novembre 1858, qui, à compter du 1^{er} janvier de cette même année, accordait un délai de cinq ans pour demander la révision de ces inscriptions, après quoi elles devenaient titres définitifs de propriété.

Le député Terrahiti ne vous propose, en somme, que la confirmation de mesures dont le gouvernement a depuis longtemps seagi la

...qu'il a cru devoir prescrire dans un but d'intérêt général de conservation et de sécurité pour tous. Vous êtes liés maintenant, vous pouvez discuter ; mais si vous voulez me croire, conservez vos hommes : elles sont bonnes.

ATU. — J'approuve la proposition, que tous les jugements rendus par les Toohitu jusqu'en mars 1865 soient considérés comme définitifs.

LE DÉLÉGUÉ DU GOUVERNEMENT. — Entre les parties, bien entendu, et aussi vis-à-vis des personnes qui ont figuré comme témoins au procès, sauf réserve du droit des tiers absents.

TERRÉ. — Si je perds un procès, est-ce que mes enfants et les membres de ma famille le perdent en même temps ?

LE DÉLÉGUÉ DU GOUVERNEMENT. — C'est sans doute d'un procès de terres que vous voulez parler. Eh bien, vous perdez, vous et vos héritiers. Vous devez comprendre que si un terrain auquel vous prétendez est adjugé à un autre, vos enfants, par exemple, n'en bénéficieront pas.

TERRÉ. — C'est évident. Je n'ai plus rien à dire.

LE DÉLÉGUÉ DU GOUVERNEMENT. — Mais les arrêts contre lesquels on est déjà pourvu en cassation seront-ils aussi considérés comme définitifs. Si S. M. la Reine et le Commissaire Impérial trouvent qu'il y a lieu de les casser, ils les cassent et renvoient de nouveau les affaires devant les Toohitu ; mais que tous les autres soient rendus définitifs : cependant je pense qu'il faut réserver les droits des tiers.

TERRAHU. — Je ne suis pas de cet avis. Je demande que les jugements soient définitifs à l'égard de tout le monde.

LE DÉLÉGUÉ DU GOUVERNEMENT. — Non, il ne faut pas élever au tiers, qui peut bien être le vrai propriétaire, les moyens de rentrer dans sa propriété.

LE DÉLÉGUÉ DU GOUVERNEMENT. — Il ne peut être autrement. Les jugements, si je répète, ne peuvent être définitifs qu'vis-à-vis des parties en cause et des personnes qui en ont forcément eu connaissance : je veux parler de celles qui ont figuré comme témoins dans le procès.

LE PRÉSIDENT. — L'Assemblée est-elle assez éclairée ?

TERRAHU. — Non. Terrahé demande que les anciens arrêts des Toohitu ne puissent être attaqués par personne, pas même par des personnes absentes lors des procès, et qu'il ne puisse arriver cela.

Tamuhia parle dans le même sens.

LE DÉLÉGUÉ DU GOUVERNEMENT. Faisons-en sur cette question de terres opposition. La loi française réserve formellement les droits des tiers qui n'ont point été appelés dans un procès, et ce n'est pas au moment même où vous venez d'adopter comme loi du pays une loi qui inflige une violence. Je suppose que l'un de vous pour un motif quelconque, soit obligé de s'absenter longtemps de Tahiti, et que pendant son absence deux personnes venant à élever des prétentions sur une de ses terres, cette terre soit adjugée à l'une d'elles par un arrêt de la Cour des Toohitu. A son retour, apprenant ce qui s'est passé, il sera bien assés d'avoir les moyens de rentrer dans sa propriété. Chacun de vous est de cet avis, je n'en doute pas. Il est donc inutile de discuter plus longtemps là-dessus.

TERRAHU. — Je ne vois pas, en effet, pourquoi on discute tant à cet égard. C'est parfaitement clair. Du reste, la mesure existe déjà.

LE PRÉSIDENT. — Acceptez-vous la proposition de Terrahé ?

VOIX NOMBREUSES. — Oui. — Oui.

Il est bien entendu que les jugements contre lesquels on s'est déjà pourvu en cassation ne sont pas compris dans la prescription proposée.

LE DÉLÉGUÉ DU GOUVERNEMENT. — Non, je répète qu'ils ne le sont pas. Du reste, je puis vous dire que j'ai vu les arrêts qui ont été formés jusqu'à ce jour contre des arrêts de la Cour des Toohitu, et que les ordonnances qui les concernent sont actuellement à la signature de S. M. la Reine et du Commissaire Impérial. Sur ces neuf pourvus, six ont été acceptés, trois rejetés. Je sais cette circonstance de vous faire remarquer que ces six questions d'arrêts sur tout qui ont été demandées expliquent suffisamment la nécessité de l'introduction d'un précédent étranger à la Haute-Cour tahitienne.

Si personne n'a plus d'observations à faire, je prie M. le président de vouloir bien suspendre la séance pendant quelques minutes, afin que je puisse libérer les propositions faites par Terrahé et le présenter de nouveau à l'Assemblée.

La séance, suspendue pendant quelques instants, est ouverte de nouveau.

LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. le délégué du gouvernement.

LE DÉLÉGUÉ DU GOUVERNEMENT. — Dans les premières paroles que je vous ai adressées au début de cette séance, je vous ai fait remarquer que Terrahé ne vous demandait de fait que l'adoption de mesures déjà prises par le gouvernement et qui ont l'objet de deux ordonnances, l'une du 22 novembre 1858, rendue sous l'administration de M. le capitaine de vaisseau Salles, et l'autre du 23 mars 1863, rendue sous l'administration de M. le Commissaire Impérial actuel. La rédaction dont il va vous être donné lecture tend à l'adoption pure et simple de ces deux mesures.

M. Barff donne lecture des deux propositions suivantes :

- 1. « Aucun pourvu ne sera admis contre les arrêts de la Cour des Toohitu rendus antérieurement au 22 mars 1865, ainsi qu'il est établi par l'ordonnance de cette date. »
- 2. « L'Assemblée législative approuve la prescription portée par l'article 4 de l'ordonnance du 22 mars 1865, ainsi qu'il est établi par l'ordonnance de cette date. »

LE DÉLÉGUÉ DU GOUVERNEMENT. — Dans le cas où ces deux propositions seraient adoptées telles qu'elles par l'Assemblée, je proposerais de faire de la première un paragraphe additif à l'article 6 de la loi votée dans la séance du 28 mars dernier.

Pour expliquer la seconde, je vais vous faire donner lecture de l'article 4 de l'ordonnance du 22 novembre 1858 auquel elle se réfère.

M. Barff lit l'article 4 de l'ordonnance du 22 novembre 1858.

LE DÉLÉGUÉ DU GOUVERNEMENT. — En ce qui concerne la première proposition, je ferai remarquer que les dispositions de l'ordonnance du 22 mars 1865 autres que celles de l'article 1^{er} étant implicitement abolies par la loi votée dans la séance du 28 mars dernier, et celles de l'ordonnance du 22 novembre 1858 autres que la prescription édictée en l'article 4 étant tout-à-fait transitoires, il n'y a pas lieu d'adopter ces ordonnances en entier, mais seulement l'article 1^{er} de l'une et l'article 4 de l'autre. Je prie M. le président de consulter de nouveau l'Assemblée sur les projets qui viennent de lui être lus.

LE PRÉSIDENT. — L'Assemblée a-t-elle d'autres observations à faire lu ?

ATU. — Oui. La prescription portée par l'article 4 que nous ve-

...nous d'entendre n'est que de cinq ans. Ce n'est pas assez long. Si je suis absent pendant tout ce temps-là, perdrai-je mes terres si elles sont enregistrées au nom d'un autre ?

LE DÉLÉGUÉ DU GOUVERNEMENT. — Le député Atu n'a pas la question de savoir si les inscriptions qui pourront se faire dans l'avenir, mais seulement de celles antérieures à l'année 1858. Ces inscriptions, je crois, datent des années 1852 et 1853. Il s'est donc écoulé au moins dix ans pendant lesquels il a été facultatif d'en demander la rectification ou le changement, puisque l'ordonnance de 1863 n'est pas en elle-même un droit qui compte du 1^{er} janvier 1863. C'est un laps de temps raisonnable, et si après dix années écoulées de possession paisible une inscription sur le registre des terres ne constitue pas un titre quelconque pour l'indigne dont elle porte la signature, autant vaut, je le répète, ne pas avoir d'enregistrement.

TERRAHU. — Certainement. Je propose que l'article soit voté tel qu'il est.

LE PRÉSIDENT. — Passons aux voix. Que ceux qui sont pour l'adoption des deux projets dont il vient d'être donné lecture veuillez bien se lever.

L'Assemblée ne lève.

LE DÉLÉGUÉ DU GOUVERNEMENT. — Je désire que l'on se conforme au règlement. Les deux propositions doivent être votées séparément et au scrutin secret.

LE PRÉSIDENT. — C'est juste. Nous allons procéder au scrutin sur la première proposition.

Résultat du scrutin.

Voix blanches.....	41
Boules noires.....	40
Boules rouges.....	1

LE PRÉSIDENT. — Passons au scrutin sur la deuxième proposition, celle qui est relative aux inscriptions.

Résultat du scrutin.

Boules blanches.....	38
Boules rouges.....	2

LE PRÉSIDENT. — Il y a une erreur. Quelqu'un a déposé deux boules dans l'urne. Ce vote est nul ; nous allons le recommencer.

Nouveau résultat de scrutin.

Boules blanches.....	39
Boules rouges.....	2

LE DÉLÉGUÉ DU GOUVERNEMENT. — Messieurs, afin de permettre l'attribution au code de 1848 dans son entier, il est nécessaire d'en faire deux dispositions qui ont l'objet de maintenir. Je veux reproduire deux dispositions du code de 1848, la première relative à la liste civile de S. M. la Reine, et la seconde, loi constitutive de l'Assemblée que vous composez. Ce sont ces deux lois que je vais avoir l'honneur de vous présenter, avec quelques modifications que j'ai faites dans la forme pour la première et dans la fond pour la seconde. Nous commencerons par la loi sur la liste civile de la Reine.

M. Barff donne lecture de l'article 1^{er} :

« ART. 1^{er}. L'impôt dit liste civile demeure maintenu. »

Il porte sur tous les vœux du Prétecteur assujettis à la contribution personnelle et se perçoit de la même manière que cette contribution. »

MAHEANU. — D'après l'ancienne loi, les hommes mariés et les célibataires payaient deux francs par an et les femmes non mariées un franc. Je pense qu'il y aurait lieu d'augmenter cette taxe. Vous voyez que le nouveau palais de la Reine n'est pas encore achevé. Il est absolument nécessaire qu'elle ait les moyens de le terminer afin de pouvoir recevoir convenablement les grands personnages qui viennent la visiter. Je propose donc cet impôt sur les terres de 2 francs pour les hommes célibataires ou mariés et de 2.50 pour les femmes non mariées.

LE DÉLÉGUÉ DU GOUVERNEMENT. — Il n'est pas question dans cet art. de la quotité de la taxe, mais seulement de son imposition et de la personne qui aura à la payer. La motion de M. Maheanu n'a donc rien de relatif à cet article, mais bien à l'article 2 qui vous sera présenté tout à l'heure. Je le prie d'attendre que la discussion soit ouverte sur l'article 2 pour proposer sa modification. La question, je le répète, porte actuellement sur le maintien de l'impôt dit liste civile, et sur les contingents de personnel qui y sont assujettis. Vous savez tous que les terres sont les arrières-assujettis à l'impôt personnel ; ainsi toute explication là-dessus devient inutile. L'impôt des catégories de contribuables sont définies dans un projet de loi municipale qui vous sera ultérieurement présenté. Vous voyez que tous les sur les Prétecteur âgés de 16 à 60 ans, hormis les femmes mariées et les infirmes, sont assujettis à l'impôt personnel.

MAHEANU. — Eh bien, je vais attendre pour proposer ma modification. J'approuve l'article 1^{er}.

TEATORO. — Mais comment pourrions-nous connaître nos âges ? Il n'y a que fort peu de personnes qui sachent le leur.

LE DÉLÉGUÉ DU GOUVERNEMENT. — N'avez-vous pas voté une loi sur l'état civil et va le commencement du travail prescrit par cette loi ? Tous les gens de Faat et de Punaiaua savent leur âge aujourd'hui. Le travail terminé, et il le sera, chacun construira patiemment le sien. Du reste, vous savez bien que la commission de l'état civil laisse entre les mains de chaque commune un extrait de son acte de naissance.

TEATORO. — C'est vrai.

LE PRÉSIDENT. — L'Assemblée a-t-elle quelque observation à faire sur cet article ? — Avez-vous des observations sur les autres articles ?

L'article 1^{er} est adopté à l'unanimité.

Lecture de l'article 2 :

« ART. 2. Cet impôt est fixé à deux francs par an pour les hommes et à un franc pour les femmes. »

MAHEANU. — Je renouvelle la proposition que j'ai faite de porter cet impôt à 5 francs pour les hommes et à 2 fr. 50 c. pour les femmes.

TERRÉ. — J'approuve l'article tel qu'il est. Je ne pense pas qu'il soit nécessaire d'augmenter cet impôt.

TEATORO. — J'approuve la proposition de Maheanu. Je pense que l'impôt-dit est trop augmenté. La Reine a déjà presque achevé son palais avec ses propres ressources, et nous devons lui venir en aide. Du reste, le chiffre proposé n'est pas considérable.

OKAR. — L'article dont il est question a été déposé du gouvernement vient de donner lecture de la loi sur l'impôt dit liste civile. Je propose de donner lecture de la loi sur l'impôt dit liste civile. Je propose de donner lecture de la loi sur l'impôt dit liste civile. Je propose de donner lecture de la loi sur l'impôt dit liste civile.

TAUATA. — Je suis du même avis que le député qui vient de parler. Je suis pauvre et je suis obligé de travailler pour vivre. La

ADMINISTR. MAR. DE L'ORDONNATEUR.

Des constructions. — Poste aux lettres.
Le Chapeau sur la tête pour le Gallo, où il déposera le correspondance.
Le sac de la correspondance sera fermé la veille du départ à 8 heures du soir.

Service de l'imprimerie.

Les Nos 1, 2, 3 et 4 du Bulletin officiel des Etablissements, année 1866, ont été déposés aujourd'hui au bureau de la poste.

LES DÉNATRES DE LA GUADELOUPE.

Au moment où le Comité central de souscription pour la Guadeloupe fait appel à toutes les sympathies, il est bon de rappeler dans ses traits principaux les désastres qui vident de frapper cette colonie, et de dire quelques mots des souffrances de ces compatriotes d'outre-mer qui tout ébranlement même semble attacher à la mère-patrie par des liens plus fermes d'amour et de dévouement.

Ce n'est pas la première fois que la Guadeloupe est frappée. Trois fois, dans une période de quarante années, elle a été visitée par des vents de destruction inconnus à nos latitudes, l'ouragan et le remblant de terre, et ses deux villes, la Basse-Terre et la Pointe-à-Pitre, ont été victimes deux à tour.

C'est d'abord en 1825, au début de l'hiver, cet ouragan dont un savant contemporain, M. Pouillet, a consigné dans son ouvrage bien connu les principaux phénomènes.

« Des maisons solidement bâties, dit M. Pouillet (Éléments de physique, t. II, p. 717), ont été renversées.

« Une planche de sapin, d'un mètre de long, de 25 centimètres de large et de 23 millimètres d'épaisseur a été enlevée à sa toiture entière, à travers d'un trou en son tige de palmier de 45 centimètres de diamètre.

« Une grille en fer, établie devant le palais du gouverneur, fut entièrement rompue.

« Trois canons de 24 se déplacèrent jusqu'à la rencontre de l'épave de la batterie...»

Ces faits, cités par M. Pouillet, d'après l'autorité si respectée de feu le général du génie Baudrand, sont dans la mémoire de tous les survivants de cette époque, et le palmier, témoin du désastre, montre encore sur le champ d'Arbaud la mesure béante de sa tige renversée.

C'était alors la Basse-Terre qui était atteinte. Du 10 au 20 de vingt ans après, le 8 février 1843, date funèbre dans la martyrologie coloniale, la Pointe-à-Pitre est frappée à son tour; un tremblement de terre la renverse de fond en comble, et bientôt après, l'incendie, qui par tous les foyers enlevés et couvant sous les ruines, s'allume pour dévorer les ruines elles-mêmes et compléter la destruction.

On rapporte que des familles entières, représentées par trois générations, furent moisonnées du même coup.

Ainsi la Basse-Terre et la Pointe-à-Pitre sont frappées tour à tour. Truons en quelques mots la physionomie particulière de ces deux villes.

La Basse-Terre est le siège du gouvernement, de l'évêché, de la Cour impériale; c'est la ville officielle et comme la capitale de la colonie; la Pointe-à-Pitre en est la ville commerciale. C'est une baie sur le versant occidental de la Soufrière qui la domine de ses cimes austères, voit le soleil s'abaisser et s'élever dans la mer des Antilles. Grave et silencieuse comme il convient à son rôle, elle s'élève vers la mer en se cachant à demi derrière le rideau de ses jardins et de ses grands arbres. Sa rue principale, destinée à dévaler la bête de l'ouest, est une rue qui par de rares caboteurs. Quelque navire se grave et paraît de temps en temps, et deux fois par mois elle est traversée par le paquebot d'Europe.

L'autre, pleine de mouvement et d'animation, se mire dans ses eaux toujours tranquilles de sa rade, abritée par une ceinture de îlots maladroites où se plant le cocotier. Cette rade, à double issue, d'une étendue incomparable, et dont on a trop longtemps méconnu les avantages naturels, voit flotter chaque année, dans son vaste bassin, de nombreux navires de commerce et la flotille toujours active des caboteurs.

La Pointe-à-Pitre était alors, elle est peut-être encore la plus jolie ville des Antilles, et l'on n'a pas oublié quelle douleuruse impression produisit en France la nouvelle du désastre qui venait de l'atteindre. Alors comme aujourd'hui un comité central de souscription fut réuni à Paris, sous la présidence d'un Ministre de l'Intérieur, et le illustre amiral, et la sympathie publique répondit à son appel avec un généreux élan.

La Pointe-à-Pitre est sortie de ses ruines, et l'un des premiers soins de la cité renaissante a été d'élever au gouvernement de la colonie, le capitaine de vaisseau Gourbeyre, un monument de sa reconnaissance. Sur une des places de la ville, on voit à l'ouest le buste de ce chef aimé et vénéré; et jamais hommage ne fut mieux mérité, car jamais gouverneur ne porta plus haut le dévouement et ne passa dans la passion du bien public et dans le sentiment du devoir de plus généreuses inspirations.

Après une période de quarante années, dans la nuit du 5 au 6 septembre dernier, l'ouragan vient une seconde fois s'abattre sur la colonie, et c'est encore sur la Basse-Terre et la partie sud de l'île, puis sur les Saintes et le Grand-Bourg, Marie-Galante, qu'il concentre son effort de destruction.

La Basse-Terre, en tant que les mêmes effets qu'en 1825; il gronde en fer du Vieux Gouvernement torqué et renversée, les toitures arrachées, des maisons abattues, d'autres rasées à partir du premier étage.
A Marie-Galante, le désastre est plus grand encore: une moitié du Grand-Bourg détruite, l'autre inhabitable, l'église découverte et menaçant ruine; une usine à sucre, dont la toiture à charpente de fer est supportée par des colonnes et des piliers de fer, rasé jusqu'au sol; 32 morts, plus de 200 blessés; à Saint-Louis, 15 morts, de nombreux blessés; tel est le double résultat de ce désastre.
A la campagne, dans les habitations, des usines à sucre sont renversées, rasées, détruites; les plantations de cannes, les cultures trières sont ravagées, et des arbres deux ou trois fois centénaires

dépouillés arrachés du sol. Ainsi sont tombés des arbres que dix hommes n'auraient pu embrasser de leurs bras réunis.

A la Basse-Terre, aux Saintes, à Marie-Galante, sur toute la colonie battue par l'ouragan, les navires, arrachés de leurs mouillages, se brisent à la côte, ou, emportés au large, ils semblent avoir l'effort de la tourmente.

La terre a tremblé et les peonnes se sont fait ressentir très-brutalement sur plusieurs points de la Guadeloupe et de Marie-Galante, sur les hauteurs de Mâtouba, à la Basse-Terre, à la Pointe-à-Pitre et au Grand-Bourg.

Tel est, dans son résumé le plus sommaire, extrait des récits authentiques, le tableau de l'ouragan du 6 septembre 1865, plus désastreux, plus meurtrier que celui de 1825.

La journée du 6 septembre fut belle dans les Antilles, mais quelle nuit succédant à cette belle journée! En moins de deux heures, que de ruines et de victimes!

Dependant, ce n'était pas assez de toutes ces misères. Un autre fléau, inconnu jusque-là, allait bientôt frapper de nouveaux coups, entasser de nouvelles victimes. Dans le commencement de novembre une épidémie éclata à la Pointe-à-Pitre. «Où venait-elle? A-t-elle été importée de France? Est-elle née spontanément? Quoi que soit ce mal, il frappe et frappe sans relâche, dans la ville d'abord. Bientôt il déborde, et se propage rapidement, il envahit la Basse-Terre, puis Marie-Galante, les Saintes, la Dominie, toute la colonie. A la Pointe-à-Pitre, il semblait choisir ses victimes parmi la population noire et de couleur; à la Basse-Terre, il frappe sans distinction de couleur. Afranchis, immigrants; tous sont atteints; tous ou presque tous ceux qui sont atteints succombent. Nulle part on n'a vu l'épidémie sévir dans une proportion aussi meurtrière; en quinze jours, on compte à la Pointe-à-Pitre 1,670 décès sur une population totale de 6,000 âmes; et, dans d'autres non guère plus espagnés, la Pointe-à-Pitre, moins maltraitée, comptait à la même époque 1,200 victimes.

A ces larmes meurtrier, que l'on calcule le chiffre de la mortalité sur une population comme celle de Paris ou de Londres!

Pour nous, qui, dans un autre temps, avons vécu avec ces hommes si éprouvés, au milieu de ces familles frappées coup sur coup dans leurs affections et dans leur fortune, nous venons nous-même de douleurs en faisant le récit de ces misères sans nom, en étalant le tableau de toutes ces douleurs. Aussi aimons-nous bien d'ajouter que sur ce sombre tableau, on a vu briller de nobles exemples de courage et de dévouement, et la fraternelle assistance de la généreuse Martinique. Quoi de plus consolant, en effet, qu'un malin de scènes lamentables, que le spectacle du devoir accompli dans la vie publique comme dans la vie privée!

C'est ce spectacle qui a été donné par la Guadeloupe et la Martinique, ces deux colonies sœurs, et qui ne cesse d'y être donné, à l'heure où l'on d'être chose. Mais, honorées sans nom, en ayant une seule vertu qui n'a pas de faille, par une généreuse assistance qui ne s'est pas lassée, ces souffrances ne sont pas seulement dignes d'une profonde pitié, elles méritent surtout le respect et la sympathie de tous.

VIC-AMÉRAL V. TOUCHARD, Ancien Gouverneur de la Guadeloupe.

(Revue Maritime et Coloniale.)

AFFAIRES INDIGÈNES.

TE HOA O TE HAU TAATA TAHTI TEI PEI HOA MAI NEI VA ETUOU HONI ANA E TE HOA MATARITI SU E MATARITI 1866.

(A la suite de la Page de 12, 20 espèces et 5, le 12, le 19 de mai et le 21 de Juin 1866.)

Table with columns for names (Duché, Taraki, Maafi, Arapai, Maeremari, Poutas, Palero, Hoama, Teava, Maivare, Maauri, Mau) and various numerical values.

MOUVEMENT COMMERCIAL DE PAPEETE.

Marchandises importées et exportées du 24 mai au 5 juin 1866.

IMPORTATIONS.
Par la post. de Balata Coquette. — 1. Bander, 1 ton. 1/2 baïlle de café, 5,500 kilogrammes, 20 malles tabac.
Par la post. de Papeete. — 1. Bander, 1 ton. 1/2 baïlle de café, 5,500 kilogrammes, 20 malles tabac.
Par la post. de Papeete. — 1. Bander, 1 ton. 1/2 baïlle de café, 5,500 kilogrammes, 20 malles tabac.

Par le port de... à bord du... 43 colles... 18 paquets...

Par le port de... à bord du... 43 colles... 18 paquets... 100 francs...

Par le port de... à bord du... 43 colles... 18 paquets... 100 francs...

AVIS.—Le personnel qui aurait pu trouver une paire de lunettes en or...

PARAI FAITE.—Te paran hi tu nei te tasta i itea lana te hoc...

MOUVEMENTS DU PORT DE PAPEETE

CHARGES LOCALES ENTREE. 7 Juin. Chaloupe locale Assourou, pat. Marc, 2 maître de bouillottes...

ANNONCES ET AVIS DIVERS.

M. LES CREANCIERS DU SIÈGE J. PIGNON, COMMISSAIRE, demeurant à Papeete, quai Napoléon...

VENTE SUR LICITATION ENTRE MAJEURS ET MINEURS.—En l'audience des criées du Tribunal de première instance...

LOUIS BAELI, BARBIER, PERUQUIER ET PARFUMIER, a l'honneur d'informer les habitants de Papeete, et le public en général...

M. LAPOSTOLLE A L'INTENTION DE VENDRE SA PROPRIÉTÉ, une habitation de 3 hectares 1/2...

EN PARTANCE POUR COME OU VALMORÉ, APRÈS son arrivée de l'île Malden, vers le fin de juin...

VENTE OU LOCATION DE TERRES.—BOO RAA E TE TARAU RAA FENIA, l'indigène Tiaré a l'intention de vendre à M. Agaloue...

L'indigène Tiaré a l'intention de vendre à M. Nambouéa la terre Tapara, située dans le district de Paia...

8 Juin. Cabot de Proct. Diapason, de 22 ton. cap. Mahara, ven. de Tahiti en 7 jours...

9 Juin. Cabot de Proct. Goussier, de 2 ton. pat. Marce, ven. de Moorea en 1 jour...

9 Juin. Cabot de Proct. Soudou, de 2 ton. pat. Mahali, all. à Moorea...

9 Juin. Cabot de Proct. Maréchal, de 13 ton. pat. Leguez, all. à Atimano...

9 Juin. Cabot de Proct. Tamaru, de 21 ton. pat. Campbell, all. à Haïti...

BATIMENTS SUR RADE.

9 Juin. Chal. locale Assourou, pat. Marc, 2 maître de bouillottes, ven. de Taravao en 1 jour...

ANNONCES ET AVIS DIVERS.

L'indigène Tiaré a l'intention de vendre à M. Agaloue la terre Tapara, située dans le district de Paia...

L'indigène Tiaré a l'intention de vendre à M. Agaloue la terre Tapara, située dans le district de Paia...

L'indigène Tiaré a l'intention de vendre à M. Agaloue la terre Tapara, située dans le district de Paia...

EMBAÏEMENT DE TERRES.—TOMITE RAA FENIA.

L'indigène Mathéa a l'intention de vendre à M. Agaloue la terre Tapara, située dans le district de Paia...

L'indigène Tiaré a l'intention de vendre à M. Agaloue la terre Tapara, située dans le district de Paia...

L'indigène Nambouéa a l'intention de vendre à M. Agaloue la terre Tapara, située dans le district de Paia...

L'indigène Nambouéa a l'intention de vendre à M. Agaloue la terre Tapara, située dans le district de Paia...